

## RÉSUMÉ

La recherche hautement qualifiée d'étudiants de cycle supérieur est essentielle pour maintenir et améliorer également la position du Canada parmi les pays de l'OCDE; elle permet aussi de contribuer à la croissance économique du pays. Cependant, les étudiants diplômés à travers le pays sont de plus en plus sous-financés. La majorité des étudiants de cycle supérieur qui n'obtiennent pas un financement externe, comme une bourse d'études supérieures du Canada, vivent bien au-dessous du seuil de pauvreté. Les étudiants diplômés issus de familles à faible revenu ou de communautés marginalisées, qui sont autochtones et qui ont de jeunes enfants, ainsi que les étudiants diplômés internationaux sont particulièrement vulnérables aux difficultés financières. Les difficultés financières ont souvent une incidence sur la santé mentale des étudiants de cycle supérieur, ainsi que sur leur capacité de terminer leurs programmes au cours de la période financée. Les conditions de vie des étudiants diplômés sont en fait leurs conditions de travail et, par conséquent, elles ont une incidence directe sur la qualité de leur recherche.

Le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer dans la promotion de la recherche fondamentale comme stimulus clé pour l'économie du pays. Ceci peut être réalisé en augmentant le financement destiné aux étudiants de cycle supérieur, tout en réallouant les incitations fiscales pour le secteur privé afin de mieux soutenir la recherche fondamentale motivée par la curiosité menée dans les établissements postsecondaires du Canada.

Pour ces raisons, le Caucus national des cycles supérieurs de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, qui représente plus de 70 000 étudiants diplômés à travers le pays, propose les recommandations suivantes pour le budget de 2017 :

Recommandation 1 :

Investir une somme supplémentaire de **25 millions de dollars** par année pour développer les bourses d'études supérieures du Canada.

Recommandation 2 :

Augmenter, de manière équitable, les budgets de base pour le CRSH, le CRSNG et les IRSC de 5 % par an pour les trois prochaines années. Coût total : **150 millions de dollars** par année.

Recommandation 3 :

Développer l'admissibilité du Programme canadien de bourses aux étudiants pour y inclure les étudiants diplômés.

Ces recommandations permettront d'assurer que les étudiants sont en mesure de poursuivre des études supérieures et de maximiser leur contribution à l'économie du pays, de la manière qui leur convient.

### **Recommandation 1 : Bourses d'études supérieures du Canada**

Entre 2002 et 2012, les inscriptions aux cycles supérieurs ont augmenté de 56,5 %. Parallèlement, les droits de scolarité supérieure ont augmenté à une moyenne nationale de 6 432 \$. En dépit de cette croissance importante des effectifs, conjuguée à la hausse des droits de scolarité, le financement fédéral pour les étudiants des cycles supérieurs n'a subi que de modestes augmentations.

En outre, les augmentations récentes du financement des organismes fédéraux subventionnaires de la recherche, en particulier les ressources dédiées aux étudiants diplômés, ont bénéficié de manière disproportionnée des programmes de recherche appliquée conçus pour poursuivre un programme de recherche commercialisée sur la recherche fondamentale, motivée par la curiosité. En 2014, parmi les 4 535 étudiants de troisième cycle qui ont déposé une demande auprès du CRSH, seuls 580 candidats ont reçu une réponse favorable.

Soutenir la recherche de niveau universitaire est essentiel pour augmenter le nombre de travailleurs hautement qualifiés et formés au Canada, qui jouent un rôle clé dans la stimulation de l'innovation et la construction d'une fondation pour le développement économique et social.

Pour mieux soutenir la recherche au niveau des études supérieures, le Caucus national des cycles supérieurs recommande ce qui suit :

Augmenter les bourses d'études supérieures du Canada de **25 millions de dollars**, qui serviront à financer 1 250 étudiants supplémentaires (valeur de 20 000 \$ la bourse).

Coûts : Transférer aux bourses d'études supérieures du Canada 0,8 % des incitations fiscales allouées par le canal du Programme du crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental.

## **Recommandation 2 : Financement des trois conseils**

Le budget de 2016 a engagé 95 millions de dollars en nouveaux fonds pour les conseils de recherche. Bien que le Caucus national des cycles supérieurs ait bien accueilli ce réinvestissement dans la recherche, sur la base de l'encadrement de l'excellence de la recherche dans le programme d'innovation du gouvernement fédéral, il est évident que ces investissements continueront d'être étayés par les intérêts à court terme du secteur privé et, par conséquent, prioriseront la recherche commercialisable par rapport à la recherche qui profite à tous les Canadiens.

Cette priorisation de la recherche commercialisable est évidente dans le financement inéquitable entre les organismes des trois conseils. En 2013-2014, le Conseil de recherches en sciences humaines a reçu 252 millions de dollars du gouvernement fédéral par rapport aux 775 millions de dollars alloués au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et aux 836 millions de dollars investis dans les Instituts de recherche en santé du Canada. Ce financement inéquitable a entraîné une baisse des taux de réussite des demandes de subventions à la recherche, en particulier pour les chercheurs en sciences sociales et humaines. En 2014, moins d'un chercheur du CRSH sur quatre a reçu un financement, bien que 40 % des chercheurs aient été jugés admissibles par les pairs. Bien que l'augmentation des dépenses publiques en matière de recherche soit la bienvenue, le financement doit être réparti équitablement entre les conseils pour correspondre à l'inscription et soutenir la recherche non ciblée motivée par la curiosité.

Du fait que la motivation pour la recherche universitaire s'est déplacée de l'intérêt public pour aller vers les intérêts commerciaux, le secteur privé compte de plus en plus sur l'infrastructure publique dans les universités pour la recherche et le développement, plutôt que d'investir dans ses propres infrastructures. Selon le rapport annuel du Forum économique mondial de 2014 portant sur la compétitivité annuelle, le Canada a chuté de la 22<sup>e</sup> à la 27<sup>e</sup> place dans le monde pour les dépenses du secteur privé sur la recherche au cours des cinq dernières années.

Le fait de décourager les investissements du secteur privé dans ses propres installations de recherche et de développement résulte en un amoindrissement des possibilités d'emploi pour les diplômés dans un marché de l'emploi déjà difficile, et encourage le travail précaire, ce qui met une pression sur les diplômés et sur les services sociaux. Cette restructuration a pour résultat que beaucoup de travailleurs hautement qualifiés sont souvent incapables d'apporter leur plein potentiel, compromettant ainsi la compétitivité économique globale du Canada.

L'augmentation du financement des activités de base pour la recherche fondamentale pour les trois conseils subventionnaires appuiera mieux le travail compétitif et innovateur de haute qualité dans les universités publiques et les instituts de recherche du Canada. Le corps enseignant, les étudiants et les stagiaires postdoctoraux seront en mesure de poursuivre des recherches de pointe, dont les résultats seront utilisés par l'industrie pour développer de nouveaux produits et services destinés au marché.

Investir dans la recherche évaluée par des pairs indépendants servira l'intérêt public en faisant avancer la connaissance et l'innovation, ce qui renforce la reprise économique actuelle déjà en cours, et assure la prospérité à long terme du Canada. La recherche fondamentale alimente toute l'innovation au Canada, mais elle n'est que rarement poursuivie par le secteur à but lucratif. Les investissements publics dans la recherche fondamentale des institutions publiques vont bâtir le fondement de l'innovation au Canada.

En empêchant le secteur privé d'empiéter sur les universités pour la recherche, ce secteur devra commencer à réinvestir dans ses propres installations de recherche et de développement. Cette restructuration se traduira par un plus grand nombre de possibilités d'emploi pour les jeunes diplômés des programmes de maîtrise et de doctorat.

Le Caucus national des cycles supérieurs recommande :

Investir une somme supplémentaire de **150 millions de dollars** en financement de base pour la recherche fondamentale par le CRSH, le CRSNG et les IRSC pour chacune des trois prochaines années. Ce financement devrait être non désigné et réparti en fonction d'un examen par les pairs.

Coûts : Ce financement devrait être supprimé du trop généreux Programme du crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental, tel que le recommandent le rapport Jenkins et le Conseil des académies canadiennes.

### **Recommandation 3 : Programme canadien de subventions aux étudiants**

La hausse des droits de scolarité et un nombre limité de bourses disponibles ont eu pour résultat qu'un grand nombre des meilleurs étudiants ont été contraints de s'endetter considérablement et par conséquent ils n'ont pu porter toute leur attention à leurs travaux de recherche ou ils se sont carrément trouvés dans l'impossibilité de poursuivre des études de niveau universitaire.

Les coûts initiaux élevés d'un diplôme d'études supérieures influent sur les taux d'achèvement; le Canada occupant l'avant-dernière place parmi les 16 pays pairs pour ce qui est des taux d'obtention d'un doctorat. Ces faibles taux d'achèvement limitent le bassin de chercheurs hautement qualifiés, entraînant de profondes répercussions pour l'économie et l'égalité socio-économique du Canada.

Les étudiants se sont félicités des investissements réalisés dans le cadre du budget de 2016 pour le Programme de bourses aux étudiants, ce qui augmentera de 50 % les subventions disponibles aux étudiants à faible et moyen revenus. Cet investissement de 216 millions de dollars en 2016-2017 se traduira par près de 247 000 étudiants issus de familles à faible revenu, 100 000 étudiants issus de familles à revenu moyen et 16 000 étudiants à temps partiel qui recevront un soutien accru; cependant, les étudiants diplômés restent inadmissibles à cette aide financière.

Un meilleur appui financier pour les étudiants diplômés contribuera à compenser les effets de la hausse des droits de scolarité et les niveaux d'endettement plus élevés que les étudiants supportent actuellement pour obtenir un diplôme d'études supérieures. En élargissant le Programme de bourses d'études supérieures du Canada et en augmentant l'accès aux bourses d'études basées sur les besoins, les étudiants sous-représentés peuvent poursuivre des études supérieures et tous les étudiants diplômés peuvent se concentrer sur l'achèvement de leurs travaux de recherche. À son tour, une main-d'œuvre canadienne plus instruite alimentera la recherche et l'innovation dans les deux secteurs, public comme privé.

Ce soutien supplémentaire permettra de corriger les taux d'achèvement des études de doctorat à la traîne au Canada, ce qui rendra le pays plus compétitif à l'échelle mondiale pour la recherche et l'innovation et contribuera à ce que les précieux investissements ne soient pas gaspillés lorsque les étudiants terminent prématurément leurs études pour raisons financières.

Le Caucus national des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles recommande ce qui suit :

Développer l'admissibilité du Programme canadien de bourses aux étudiants pour y inclure les étudiants diplômés.

Coûts : Le financement de ce projet devrait être équilibré par rapport aux incitations fiscales existantes versées aux employeurs pour la recherche et le développement.